

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-memoire-des-survivants-et-la-revolte-des-ombres-les-disparus-dans-la-societe-chilienne-1973-1995>

La mémoire des survivants et la révolte des ombres : les disparus dans la société chilienne (1973-1995)

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Chili -
Date de mise en ligne : dimanche 26 décembre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le crime de la disparition-forcée aura affecté plus d'une fois la société chilienne. C'est parce que l'occultation du corps de la victime produit également des effets sur son entourage que la disparition a pu devenir une pratique répressive aux mains des militaires. Hier, les familles des victimes transgressaient la loi du silence en rendant visible l'absence de leurs proches : leur révolte laisse une empreinte dans une société amenée à se prononcer aujourd'hui sur les crimes du passé et sur les normes qui doivent régir la démocratie.

S'il fallait fixer une date marquant le début du processus de démocratisation au Chili, peut-être faudrait-il opter pour ce 5 octobre 1988, où le peuple chilien a été invité à se prononcer sur l'avenir du régime militaire. Ce choix serait moins motivé par l'issue de ce référendum que par sa mise en oeuvre.

En effet, pour la première fois depuis le coup d'Etat de 1973, deux conceptions, non pas seulement de l'avenir, mais aussi du passé du Chili, se sont opposées ouvertement. Poser la question de la capacité des militaires à gouverner le pays ne pouvait que solliciter une réflexion plus ample sur la manière dont le pays avait été, effectivement, gouverné par les militaires. Cette présence du passé devint, durant les années quatre-vingt-dix, un thème majeur du débat politique, soutenu par l'interrogation suivante : « Que faut-il connaître des pratiques répressives du régime militaire afin de consolider la transition démocratique ? . »

Le fait que la transition ait été une initiative du régime militaire lui-même place le nouveau gouvernement dans une situation complexe : limité dans son action par des entraves institutionnelles qui protègent les intérêts des forces armées, il ne peut cependant ignorer les revendications des secteurs politiques dont il est issu. Or, la thématique des violations des droits de l'homme, perpétrées sous le régime militaire, a été le ferment de la coalition qui remporta les élections du 14 décembre 1989. (...)

Cultures & Conflits<http://conflits.revues.org/index216...> Hors thème n°25-25 1997, pp. 257-271

Lire la suite dans le document Pdf ci joint :